



Best Maintenance Sarl

Votre solution technique et industrielle

POLITIQUE DE PRÉVENTION DES FRAUDES ET DU BLANCHIMENT D'ARGENT



SARL au capital social de 100.000.000 GNF
RCCM/CN.TCC.2023.B.04668 - NIF: 421555392

Taouyah Marché, Commune de Ratoma, Conakry, République de Guinée

Tél : +224 - 622-18-65-91 / 620-45-14-85 ; E-mail : contact@bestmaintenance.tech

Site web: <https://www.bestmaintenance.tech>

1.	Introduction	3
1.1.	Contexte et enjeux.....	3
1.2.	Objectifs de la politique	3
1.3.	Champ d'application	4
2.	Définitions et Terminologie.....	4
2.1.	Fraude : définition et typologies.....	4
2.2.	Blanchiment d'argent : définition et processus.....	5
2.3.	Autres concepts clés	5
3.	Objectifs de la Politique	6
3.1.	Prévention des comportements frauduleux	6
3.2.	Protection de l'intégrité et de l'image de l'entreprise	6
3.3.	Soutien à la conformité légale et réglementaire.....	6
4.	Cadre Légal et Réglementaire	7
4.1.	Lois guinéennes sur la prévention des fraudes et du blanchiment d'argent	7
4.2.	Règlements internationaux applicables	8
4.3.	Engagements en matière de gouvernance et d'éthique d'entreprise	8
5.	Principes Directeurs	9
5.1.	Zéro tolérance face à la fraude et au blanchiment d'argent	9
5.2.	Transparence dans les transactions et les opérations internes	9
5.3.	Collaboration avec les autorités compétentes	10
6.	Procédures de Prévention et de Détection	10
6.1.	Identification et évaluation des risques	10
6.2.	Contrôles internes et audits réguliers	11
6.3.	Surveillance des transactions et des processus financiers	11
6.4.	Canaux de signalement et mécanismes d'alerte	11
7.	Responsabilités et Rôles.....	12
7.1.	Direction Générale	12
7.2.	Service Conformité et Audit Interne	12
7.3.	Responsabilité des collaborateurs	13
7.4.	Organisation et rôle des tiers (partenaires et fournisseurs)	13
8.	Formation et Sensibilisation.....	14
8.1.	Formation initiale des collaborateurs	14

8.2. Campagnes régulières de sensibilisation	14
8.3. Ressources pédagogiques et outils disponibles	15
9. Suivi et Évaluation de la Politique	16
9.1. Indicateurs de performance de la politique	16
9.2. Évaluation périodique des mesures mises en œuvre	16
9.3. Révision et mise à jour de la politique	17
10. 10. Sanctions et Conséquences	17
10.1. Mesures disciplinaires internes	17
10.2. Sanctions légales en cas de fraude ou blanchiment avéré	18
10.3. Implications pour les tiers concernés	18
11. Annexes	19
11.1. Textes législatifs et réglementaires pertinents	19
11.2. Exemples d'activités ou comportements à risque.....	19
11.3. Contacts clés et canaux pour signaler des incidents	20

1. Introduction

1.1. Contexte et enjeux

Dans un contexte économique mondial de plus en plus complexe et interconnecté, les entreprises doivent faire face à des risques croissants de fraudes et de blanchiment d'argent. Ces pratiques illicites non seulement menacent la stabilité financière et le développement économique, mais elles portent également atteinte à l'intégrité et à la réputation des entreprises. Best Maintenance, en tant qu'acteur majeur dans son secteur, reconnaît l'importance cruciale de protéger ses activités et ses parties prenantes contre de tels risques. L'évolution des cadres réglementaires tant nationaux qu'internationaux exige également une conformité stricte, sous peine de sanctions importantes et d'une perte de crédibilité.

1.2. Objectifs de la politique

La Politique de Prévention des Fraudes et du Blanchiment d'Argent de Best Maintenance a pour objectif principal de renforcer l'intégrité organisationnelle et de protéger l'entreprise de toute forme de menace liée à des activités frauduleuses ou illégales. Elle vise à :

- Identifier et évaluer les risques de fraudes et de blanchiment d'argent dans les opérations et transactions de l'entreprise.
- Mettre en place des procédures et des mécanismes d'alerte efficaces pour prévenir et détecter ces comportements à risque.
- Promouvoir une culture d'éthique, de transparence et de conformité à travers tous les niveaux de l'organisation.
- S'assurer de la conformité aux lois et réglementations guinéennes ainsi qu'aux normes internationales applicables.
- Instaurer un cadre clair pour les mesures disciplinaires et les sanctions en cas de non-respect de la politique.

1.3. Champ d'application

Cette politique s'applique à toutes les divisions, filiales, et activités de Best Maintenance, sans exception. Elle est destinée à être mise en œuvre par l'ensemble des employés, à tous les niveaux hiérarchiques, ainsi que par les parties externes associées, telles que les fournisseurs, les sous-traitants ou autres partenaires impliqués dans les activités de l'entreprise.

De plus, la politique couvre tous les processus opérationnels et financiers, incluant notamment les transactions, la gestion des contrats, les contrôles internes, et les interactions avec les tiers. Cela garantit une approche exhaustive pour atténuer les risques inhérents et encourager l'adoption de meilleures pratiques dans toutes les sphères d'activité de l'organisation.

Par cette politique, Best Maintenance réaffirme son engagement indéfectible à respecter les standards les plus élevés en matière d'intégrité et de conformité, tout en contribuant activement à un environnement économique sain et transparent.

2. Définitions et Terminologie

2.1. Fraude : définition et typologies

La fraude peut être définie comme un acte intentionnel visant à tromper, manipuler ou exploiter une personne ou une organisation afin d'obtenir un avantage illégitime, financier ou autre. Elle constitue une menace sérieuse pour la stabilité et la réputation des entreprises, y compris Best Maintenance.

Typologies de fraude :

- **Fraude interne** : Actions frauduleuses commises par des employés, comme la falsification de documents, les détournements de fonds ou les abus de position.
- **Fraude externe** : Actes perpétrés par des parties externes, tels que les fournisseurs ou partenaires, incluant les escroqueries ou les contrats fictifs.
- **Fraude financière** : Manipulations intentionnelles des informations financières, comme l'altération des rapports comptables ou la création de fausses factures.
- **Fraude numérique** : Intrusions ou cyberattaques visant à accéder à des données confidentielles ou à voler des ressources.

Ces typologies permettent d'identifier les principales formes de risques de fraude et d'élaborer des mesures adaptées pour y faire face.

2.2. Blanchiment d'argent : définition et processus

Le blanchiment d'argent désigne le processus par lequel des fonds d'origine illégale sont intégrés dans le système financier de manière à masquer leur source criminelle. Ce phénomène représente un problème majeur au niveau national et international, avec des impacts économiques et sociaux considérables.

Les trois étapes du blanchiment d'argent :

1. **Placement** : Introduction des fonds d'origine illicite dans le système financier, souvent par des dépôts, des achats en espèces ou des transferts dans des juridictions permissives.
2. **Empilage (Layering)** : Création de couches complexes de transactions financières pour dissimuler l'origine des fonds, comme des transferts multiples ou des investissements dans des actifs.
3. **Intégration** : Réintroduction des fonds dans l'économie légitime sous forme d'actifs apparemment propres grâce à des investissements commerciaux, des achats immobiliers ou d'autres moyens légaux.

Ces processus, bien que stratégiques et souvent complexes, sont une cible prioritaire pour les mécanismes de prévention de Best Maintenance.

2.3. Autres concepts clés

Pour une compréhension claire et une application uniforme de cette politique, les concepts additionnels suivants méritent d'être définis :

- **Conflit d'intérêts** : Toute situation où un individu ou une entité a des intérêts personnels pouvant interférer avec l'intégrité des décisions prises au nom de l'entreprise.
- **Partie prenante** : Toute personne ou entité ayant un lien direct ou indirect avec les activités de Best Maintenance, incluant les employés, fournisseurs, clients et partenaires.
- **Transparence** : Principe fondamental consistant à mener les opérations de manière claire, traçable et accessible aux parties concernées, pour réduire les opportunités de comportements frauduleux.
- **Conformité** : Respect rigoureux des lois, réglementations et normes en vigueur, notamment celles relatives aux crimes financiers et aux obligations légales guinéennes.

Par cette approche rigoureuse, Best Maintenance cherche à limiter au maximum les ambiguïtés et à promouvoir une compréhension partagée des concepts majeurs nécessaires à l'application de sa politique.

3. Objectifs de la Politique

3.1. Prévention des comportements frauduleux

L'un des principaux objectifs de la Politique de Prévention des Fraudes et du Blanchiment d'Argent de Best Maintenance est de mettre en place des mesures efficaces pour anticiper, identifier et prévenir les comportements frauduleux. Cette approche proactive permet de :

- Réduire les vulnérabilités opérationnelles favorisant les actes frauduleux.
- Encourager une culture organisationnelle axée sur l'éthique et la transparence, où chaque employé agit avec intégrité.
- Établir des systèmes d'alerte et de signalement permettant de détecter tout comportement suspect ou irrégulier.

À travers ces efforts, Best Maintenance vise à minimiser les risques financiers et opérationnels associés aux fraudes, renforçant ainsi la sécurité des processus internes et externes.

3.2. Protection de l'intégrité et de l'image de l'entreprise

L'intégrité d'une entreprise est une valeur clé pour maintenir la confiance de ses partenaires, clients et collaborateurs. Cette politique vise à préserver et promouvoir cette intégrité en :

- Garantissant que toutes les activités de l'entreprise sont exécutées de manière légale, honnête et transparente.
- Prévenant les scandales, litiges ou situations susceptibles de porter atteinte à la réputation de Best Maintenance.
- Renforçant la résilience face aux menaces externes et internes par des pratiques rigoureuses de gestion du risque.

En protégeant son image et sa crédibilité, Best Maintenance s'assure de maintenir sa position de leader dans son secteur tout en favorisant des relations de confiance durables avec ses parties prenantes.

3.3. Soutien à la conformité légale et réglementaire

La conformité aux lois et réglementations en vigueur, tant au niveau national qu'international, représente un pilier fondamental de cette politique. Best Maintenance s'engage à :

- Respecter l'ensemble des obligations légales, en particulier celles édictées par les lois guinéennes relatives à la lutte contre les fraudes et le blanchiment d'argent.
- Intégrer les meilleures pratiques et normes internationales dans ses processus, contribuant ainsi à un environnement économique sain et équitable.
- Former et sensibiliser les employés sur leurs responsabilités en matière de conformité et sur les sanctions encourues en cas de non-respect des réglementations.

Best Maintenance considère que la conformité n'est pas seulement une obligation, mais une opportunité de bâtir une organisation exemplaire et de démontrer son engagement en faveur de la transparence et de l'éthique.

En résumé, ces objectifs stratégiques permettent à l'entreprise d'assurer une gestion responsable, protéger ses intérêts et répondre aux attentes de l'ensemble de ses partenaires tout en alignant ses pratiques sur les plus hauts standards.

4. Cadre Légal et Réglementaire

4.1. Lois guinéennes sur la prévention des fraudes et du blanchiment d'argent

Le cadre légal guinéen joue un rôle fondamental dans la lutte contre les pratiques frauduleuses et le blanchiment d'argent. Les lois nationales imposent des obligations strictes aux entreprises, tant en matière de prévention que de détection de ces délits. Parmi les textes de référence, on peut citer :

- **Le Code Pénal** et autres dispositions légales relatives aux infractions économiques et financières, qui sanctionnent les agissements frauduleux et l'implication dans des réseaux de blanchiment d'argent.
- **Les lois relatives aux transactions bancaires** et les régulations des institutions financières, qui obligent à signaler les transactions suspectes et à identifier les bénéficiaires effectifs.
- **Les obligations de déclaration auprès des autorités compétentes**, notamment la Cellule Nationale de Traitement des Informations Financières (CENTIF), qui centralise et analyse les informations pour prévenir les flux financiers illicites.

Ces lois s'imposent comme des instruments indispensables pour orienter les pratiques opérationnelles de Best Maintenance et garantir que l'entreprise s'aligne sur les exigences locales tout en protégeant ses parties prenantes.

4.2. Règlements internationaux applicables

Best Maintenance reconnaît également l'importance des réglementations internationales en matière de lutte contre la fraude et le blanchiment d'argent. Par son engagement à respecter ces normes, l'entreprise adhère à des standards élevés de gouvernance. Ces règlements incluent :

- **Les recommandations du Groupe d'Action Financière (GAFI)**, qui établissent des directives pour prévenir l'utilisation du système financier à des fins criminelles.
- **Les conventions des Nations Unies**, telles que la Convention de Palerme et la Convention de Mérida, qui abordent respectivement la criminalité transnationale organisée et la corruption.
- **Les réglementations supranationales comme celles de la CEDEAO (Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest)**, qui visent à harmoniser les efforts régionaux dans la lutte contre les délits économiques et financiers.

Ces règlements internationaux influencent directement les processus et les contrôles adoptés par Best Maintenance, renforçant ainsi sa capacité à prévenir toute implication dans des activités illicites au-delà des frontières nationales.

4.3. Engagements en matière de gouvernance et d'éthique d'entreprise

En complément des lois et règlements, Best Maintenance s'engage activement à adopter les meilleures pratiques de gouvernance et à promouvoir une culture organisationnelle intègre. Cet engagement repose sur :

- **La mise en œuvre de principes éthiques clairs**, qui guident toutes les actions et décisions prises au sein de l'entreprise. Ces principes incluent l'honnêteté, la transparence et la responsabilisation.
- **L'établissement de mécanismes de contrôle et de surveillance**, comme les audits internes réguliers, destinés à évaluer la conformité aux normes légales et internes.
- **La formation continue du personnel**, afin de sensibiliser chaque employé aux risques associés aux fraudes et au blanchiment d'argent, et de leur fournir les outils nécessaires pour identifier et signaler des comportements inappropriés.
- **L'adhésion volontaire aux initiatives de gouvernance mondiale**, telles que la Déclaration de l'OCDE et les engagements sur les Objectifs de Développement Durable (ODD), qui valorisent des pratiques commerciales responsables et durables.

Ainsi, Best Maintenance non seulement se conforme aux obligations réglementaires, mais aspire également à devenir un modèle d'intégrité et d'excellence dans son secteur, démontrant son engagement à protéger l'économie légale et la confiance de ses partenaires.

5. Principes Directeurs

5.1. Zéro tolérance face à la fraude et au blanchiment d'argent

Best Maintenance adopte une politique de **zéro tolérance** envers toute forme de fraude ou d'activités associées au blanchiment d'argent. Ce principe fondamental repose sur les engagements suivants :

- Aucun acte de fraude ou de dissimulation ne sera toléré, quel qu'en soit l'auteur ou l'ampleur des répercussions.
- Toute violation des normes éthiques et légales sera systématiquement signalée, enquêtée et sanctionnée, conformément aux lois en vigueur et aux procédures internes.
- Une vigilance constante est maintenue pour identifier et gérer les risques, à travers des mécanismes robustes de détection et de prévention.

Ce principe reflète l'engagement ferme de Best Maintenance à promouvoir une organisation où l'intégrité et l'honnêteté constituent des valeurs fondamentales, garantissant ainsi la durabilité des relations avec ses parties prenantes.

5.2. Transparence dans les transactions et les opérations internes

La transparence est un axe stratégique essentiel pour la conduite des affaires de Best Maintenance. Afin de garantir des opérations conformes et traçables, l'entreprise s'engage à :

- Maintenir des processus décisionnels et opérationnels clairs, documentés et ouverts à audit.
- Publier des informations financières et non financières fiables et accessibles, en ligne avec les normes exigées par la réglementation et les attentes des parties prenantes.
- Encourager une communication interne et externe proactive sur les pratiques de lutte contre les actes frauduleux, tout en protégeant la confidentialité des signaleurs et des informations sensibles.

5.3. Collaboration avec les autorités compétentes

Pour renforcer l'efficacité de sa politique et contribuer à un environnement économique et social intègre, Best Maintenance s'engage à collaborer activement avec les autorités compétentes. Cet engagement inclut :

- Le signalement rapide de toute activité suspecte ou découverte d'irrégularité auprès des organismes de régulation, tels que la Cellule Nationale de Traitement des Informations Financières (CENTIF).
- La coopération totale dans le cadre d'enquêtes ou d'audits menés par les autorités judiciaires, réglementaires ou financières.
- Le partage d'informations pertinentes, dans le respect des lois sur la confidentialité et la protection des données, pour faciliter la lutte collective contre la criminalité financière.

Best Maintenance considère cette collaboration comme un devoir essentiel pour soutenir les efforts nationaux et internationaux visant à préserver un système économique équitable et sécurisé.

Ces principes directeurs, enracinés dans les valeurs éthiques de l'entreprise, fournissent une orientation claire à toutes les parties impliquées, afin de bâtir une organisation exemplaire sur le plan de la conformité et de la gouvernance, tout en protégeant la réputation et les intérêts de l'entreprise.

6. Procédures de Prévention et de Détection

6.1. Identification et évaluation des risques

La première étape essentielle dans la lutte contre la fraude et le blanchiment d'argent consiste à **identifier et évaluer les risques** auxquels l'entreprise est exposée. Cette démarche repose sur :

- **Une analyse approfondie des processus d'affaires** pour détecter les vulnérabilités potentielles susceptibles d'être exploitées à des fins frauduleuses.
- **La classification des risques par ordre de priorité**, en fonction de leur probabilité d'occurrence et de leur impact potentiel sur l'organisation.
- **La mise en place de questionnaires d'évaluation périodiques**, destinés à recueillir des retours sur les pratiques de l'ensemble des services de l'entreprise.

6.2. Contrôles internes et audits réguliers

Des **contrôles rigoureux et fréquents** sont indispensables pour limiter les risques d'erreurs ou de comportements inappropriés dans les processus internes. Pour ce faire, Best Maintenance a adopté :

- **Des protocoles de contrôle systématique**, incluant la vérification des transactions, la validation par des responsables, et la conciliation des données financières.
- **Des audits internes périodiques**, menés par des équipes indépendantes, pour examiner le respect des politiques internes et détecter d'éventuelles irrégularités.
- **Un suivi des recommandations post-audit**, garantissant que les points d'amélioration identifiés sont efficacement mis en œuvre.

Ces mesures constituent une barrière essentielle contre les actes frauduleux tout en améliorant l'efficacité opérationnelle de l'entreprise.

6.3. Surveillance des transactions et des processus financiers

La surveillance continue des transactions et des processus financiers permet de détecter en temps réel les activités suspectes. Cette surveillance est assurée grâce à :

- **L'utilisation de systèmes d'information avancés**, intégrant des algorithmes d'analyse pour identifier les anomalies dans les opérations, comme les transactions inhabituelles ou irrégulières.
- **Des alertes automatiques configurées**, qui permettent de signaler immédiatement tout écart par rapport aux normes préétablies.
- **Des examens manuels ciblés**, effectués par le département conformité, pour analyser les cas spécifiques nécessitant une attention particulière.

Cette approche assure une supervision efficace et renforce la résilience de Best Maintenance face aux tentatives de fraude ou de blanchiment d'argent.

6.4. Canaux de signalement et mécanismes d'alerte

Best Maintenance encourage une culture de signalement et offre des mécanismes sécurisés pour rapporter les comportements inappropriés ou suspects. Ces mécanismes incluent :

- **La création de canaux confidentiels de signalement**, accessibles aux employés, partenaires et tiers, tels qu'une ligne d'alerte dédiée ou une plateforme en ligne.
- **La protection des lanceurs d'alerte**, garantissant l'anonymat et l'absence de représailles envers ceux qui signalent de bonne foi des violations potentielles.

- **La mise en place d'un processus d'investigation structuré**, permettant une analyse approfondie et objective des signalements reçus, suivie de mesures correctives appropriées.

Grâce à ces moyens, Best Maintenance favorise une participation active de ses parties prenantes dans la lutte contre les pratiques illicites, tout en valorisant les comportements éthiques et responsables.

En adoptant ces procédures stratégiques de prévention et de détection, Best Maintenance se positionne fermement dans l'objectif de sécuriser ses activités et de contribuer à un environnement économique transparent et intègre.

7. Responsabilités et Rôles

7.1. Direction Générale

La Direction Générale de Best Maintenance joue un rôle déterminant dans l'établissement, l'application et le suivi de la Politique de Prévention des Fraudes et du Blanchiment d'Argent. Ses responsabilités comprennent :

- **La définition des orientations stratégiques** en matière de lutte contre la fraude et le blanchiment d'argent, alignées sur les lois et réglementations applicables.
- **L'approbation des politiques, procédures et contrôles** pour mettre en œuvre les mesures de prévention et de détection au sein de l'organisation.
- **La supervision globale des résultats et des indicateurs** relatifs au respect de la conformité, par le biais de rapports périodiques et de réunions stratégiques.
- **Le leadership et la promotion d'une culture d'intégrité**, en assurant le soutien visible des initiatives en matière de gouvernance éthique et en incarnant les valeurs fondamentales de l'organisation.

Ce rôle clé garantit que les ressources, le soutien et l'implication nécessaires sont alloués pour renforcer l'efficacité des initiatives de conformité.

7.2. Service Conformité et Audit Interne

Le Service Conformité et Audit Interne est le garant opérationnel de l'application des règles et des standards liés à la prévention des fraudes et du blanchiment d'argent. À ce titre, il est chargé de :

- **Élaborer et réviser les politiques et directives** afin de répondre aux évolutions des risques et aux nouvelles réglementations.
- **Conduire des audits réguliers** pour évaluer la conformité des pratiques opérationnelles et l'efficacité des dispositifs de prévention en place.

- **Surveiller les transactions et opérations financières** pour détecter les anomalies ou comportements suspects susceptibles de signaler des activités frauduleuses.
- **Fournir des formations continues** sur les thématiques de fraude et blanchiment, pour sensibiliser les employés à leurs responsabilités et aux signaux d’alerte.
- **Coordonner les enquêtes** en réponse à tout incident signalé et assurer une interface avec les autorités compétentes si nécessaire.

Grâce à ces actions, le Service Conformité et Audit Interne contribue activement à protéger l’organisation de toute implication dans des activités illicites.

7.3. Responsabilité des collaborateurs

Tous les collaborateurs de Best Maintenance partagent une responsabilité collective et individuelle dans le respect et l’application de la politique. Ils doivent :

- **Prendre connaissance et comprendre en détail la politique**, en participant aux sessions de formation et en consultant les documents officiels.
- **Agir avec intégrité et dans le respect des valeurs de l’entreprise**, en évitant activement toute pratique contraire aux normes éthiques ou réglementaires.
- **Identifier et signaler immédiatement** tout comportement ou transaction suspecte via les canaux mis en place, tels que les lignes d’alerte.
- **Respecter scrupuleusement les procédures internes**, notamment celles liées aux contrôles et validations des processus.

En agissant de manière proactive, les collaborateurs assurent la robustesse du système de prévention et contribuent à préserver l’intégrité de l’entreprise.

7.4. Organisation et rôle des tiers (partenaires et fournisseurs)

Les partenaires, fournisseurs et autres tiers impliqués dans les activités de Best Maintenance jouent également un rôle crucial dans la prévention des fraudes et du blanchiment d’argent. Dans cette optique, ils sont tenus de :

- **Respecter les clauses contractuelles** relatives à la conformité, qui intègrent les exigences de transparence et d’éthique définies par l’entreprise.
- **Fournir des informations précises et vérifiables**, notamment dans le cadre des processus de sélection, de suivi et d’audit des tiers.
- **Coopérer pleinement aux contrôles et enquêtes** menés par Best Maintenance, en facilitant l’accès aux données et aux documents nécessaires.

- **Signaler toute activité suspecte** ou problème rencontré dans leurs interactions avec Best Maintenance.

Une collaboration étroite et fondée sur la confiance entre l'entreprise et ses partenaires renforce le dispositif global de lutte contre les pratiques illicites, tout en favorisant un environnement économique responsable et sécurisé.

En identifiant clairement les responsabilités de chaque acteur, Best Maintenance s'assure que chacun contribue, à son niveau, au succès de la Politique de Prévention des Fraudes et du Blanchiment d'Argent, tout en minimisant les risques pour l'entreprise. Ce rôle partagé et transversal est la pierre angulaire de l'efficacité du dispositif, permettant une surveillance accrue et une réactivité appropriée face aux défis présents et futurs en matière de conformité.

8. Formation et Sensibilisation

8.1. Formation initiale des collaborateurs

La formation initiale constitue une étape essentielle pour assurer que tous les collaborateurs de Best Maintenance comprennent les enjeux et exigences liés à la Politique de Prévention des Fraudes et du Blanchiment d'Argent. À leur arrivée, chaque employé est soumis à :

- **Un programme de formation obligatoire**, couvrant les notions fondamentales de fraude, blanchiment d'argent et leurs impacts sur l'organisation.
- **Des cas pratiques et études de situations réelles**, afin d'illustrer les comportements à adopter et ceux à éviter.
- **Une introduction aux procédures et outils internes**, leur permettant de connaître les mécanismes de détection, prévention et signalement disponibles.

Cette formation initiale assure une prise de conscience immédiate des responsabilités individuelles et engage chaque employé à contribuer activement aux efforts de conformité dès son intégration.

8.2. Campagnes régulières de sensibilisation

Pour maintenir un haut niveau de vigilance interne, Best Maintenance met en œuvre des **campagnes de sensibilisation périodiques**, qui visent à informer, alerter et renforcer l'adhésion à la politique. Ces campagnes incluent :

- **Des sessions interactives spécifiques**, telles que des ateliers ou séminaires, animées par des experts juridiques et en conformité.
- **Des rappels ciblés sur les obligations légales et internes**, diffusés via des supports numériques (newsletters, intranet) et imprimés.

- **Des actions de communication engageantes**, comme des vidéos éducatives, quiz ou témoignages, visant à rendre les sujets complexes plus accessibles.

Ces campagnes permettent de consolider la culture d'entreprise basée sur l'intégrité et de rappeler aux collaborateurs que la prévention est une responsabilité collective continue.

8.3. Ressources pédagogiques et outils disponibles

Best Maintenance fournit une gamme complète de **ressources et outils éducatifs** pour soutenir la compréhension et l'application concrète de la politique. Ces outils incluent:

- **Un guide de référence sur la conformité**, contenant des définitions clés, des protocoles de signalement et des exemples de pratiques à risque.
- **Un accès permanent à une plateforme d'apprentissage en ligne**, offrant des modules adaptés à différents profils d'employés, avec des mises à jour régulières pour refléter les évolutions législatives.
- **Une foire aux questions (FAQ)** dynamique, répondant aux interrogations courantes, accessible via l'intranet.
- **Un point de contact dédié**, comme une adresse e-mail ou un numéro de ligne directe, permettant aux employés de solliciter rapidement assistance ou clarifications en lien avec la politique.

En mettant ces ressources à disposition, Best Maintenance s'assure que tous les collaborateurs ont les moyens nécessaires pour comprendre, appliquer et soutenir les objectifs de prévention, favorisant ainsi un environnement de travail aligné sur les plus hauts standards éthiques.

Grâce à ces initiatives de formation et sensibilisation, Best Maintenance renforce l'engagement et la responsabilité individuelle de chaque employé dans la lutte contre les fraudes et le blanchiment d'argent, contribuant ainsi à protéger l'intégrité de l'entreprise et de ses clients. Les efforts continus en matière de prévention sont essentiels pour maintenir une culture d'entreprise éthique et responsable.

Le respect des règles et réglementations est un élément clé du succès à long terme de Best Maintenance et ses employés jouent un rôle crucial dans cet objectif commun. En travaillant ensemble, nous pouvons garantir que notre entreprise reste un modèle d'intégrité et de transparence dans toutes nos opérations.

Nous sommes tous responsables de maintenir cet engagement envers la prévention des fraudes et du blanchiment d'argent et nous devons continuer à renforcer cette culture à travers notre formation et sensibilisation continue.

Nous encourageons également tous les employés à rester vigilants et à signaler toute activité suspecte immédiatement, afin que nous puissions prendre rapidement des

mesures pour protéger notre entreprise et ses parties prenantes. Avec une formation solide et une sensibilisation constante, nous pouvons travailler ensemble pour éradiquer les comportements frauduleux et maintenir notre réputation en tant qu'entreprise responsable et éthique.

Nos efforts continus en matière de prévention des fraudes et du blanchiment d'argent sont un élément clé de notre stratégie globale pour assurer la croissance durable et le succès à long terme de Best Maintenance. Nous restons engagés envers ces objectifs et nous comptons sur chaque employé pour soutenir cet engagement. Ensemble, nous pouvons bâtir une entreprise solide, intègre et respectueuse de toutes les parties prenantes impliquées dans nos activités.

En conclusion, la formation et la sensibilisation sont les piliers d'une culture d'entreprise intègre et responsable, qui assure le respect des lois et la protection de notre entreprise. Chez Best Maintenance, nous considérons ces efforts comme une priorité absolue et nous continuerons à investir dans ces initiatives pour maintenir nos normes élevées en matière de prévention des fraudes et du blanchiment d'argent.

9. Suivi et Évaluation de la Politique

9.1. Indicateurs de performance de la politique

Le suivi de la Politique de Prévention des Fraudes et du Blanchiment d'Argent repose sur des **indicateurs de performance clairs et mesurables**, permettant d'évaluer son efficacité. Ces indicateurs incluent :

- **Le nombre de transactions analysées et signalements effectués**, indiquant l'efficacité des mécanismes de détection et de contrôle.
- **Le pourcentage de formation complétée par les collaborateurs**, mesurant le niveau de sensibilisation interne.
- **Le volume et la résorption des non-conformités détectées**, reflétant la pertinence des audits internes et des procédures correctives.
- **Le délai moyen de traitement des alertes et signalements**, mettant en évidence la réactivité du dispositif.

Ces indicateurs font l'objet d'un suivi régulier et d'un reporting à la Direction Générale, permettant une analyse approfondie et éclairée de la performance de la politique.

9.2. Évaluation périodique des mesures mises en œuvre

Afin de garantir une **application optimale de la politique**, Best Maintenance procède à des évaluations régulières des dispositifs en place. Cette évaluation repose sur :

- **Des audits internes périodiques**, conduits par le Service Conformité, pour vérifier la fiabilité des processus et identifier d'éventuelles lacunes.
- **Des enquêtes de satisfaction interne**, recueillant les retours des employés pour évaluer leur compréhension et leur adhésion à la politique.
- **Un benchmark avec les meilleures pratiques du secteur**, afin de s'assurer que les mesures adoptées restent compétitives et conformes aux standards internationaux.

En identifiant les points forts et les axes d'amélioration, cette approche permet d'adapter les mesures en fonction des changements environnementaux, technologiques ou organisationnels.

9.3. Révision et mise à jour de la politique

La Politique de Prévention des Fraudes et du Blanchiment d'Argent fait l'objet d'une **révision régulière**, afin de s'adapter aux évolutions légales, réglementaires et stratégiques. Ce processus inclut :

- **La prise en compte des retours issus du suivi et des évaluations**, pour intégrer les recommandations pertinentes et corriger les défauts identifiés.
- **Une analyse proactive des nouvelles réglementations**, pour garantir une conformité continue aux lois nationales et internationales applicables.
- **L'actualisation des outils et procédures associées**, afin d'intégrer les avancées technologiques et répondre efficacement aux risques émergents.
- **Une communication transparente avec les parties prenantes**, assurant que chaque modification est partagée et comprise par tous les acteurs concernés.

Ce processus de mise à jour garantit que la politique reste pertinente et efficace, tout en renforçant la résilience de l'organisation face aux menaces de fraude et de blanchiment d'argent.

10. Sanctions et Conséquences

10.1. Mesures disciplinaires internes

Best Maintenance applique des **mesures disciplinaires strictes** à l'encontre de tout collaborateur impliqué dans des activités de fraude ou de blanchiment d'argent. Ces mesures, en accord avec le règlement interne de l'entreprise, comprennent :

- **Des avertissements formels** pour des infractions mineures, lorsqu'un comportement inapproprié est détecté sans conséquence grave.

- **Des suspensions temporaires** de fonctions, avec ou sans rémunération, dans le cas où une investigation est nécessaire pour évaluer les faits.
- **Le licenciement pour faute grave**, en cas de preuve avérée d'actes frauduleux ou de participation active à des activités de blanchiment d'argent.
- Le signalement aux autorités compétentes, si la gravité des faits l'exige.

Ces mesures disciplinaires garantissent que tout manquement à la politique est traité avec sérieux, tout en renvoyant un message clair sur l'engagement de l'entreprise envers l'éthique et la conformité.

10.2. Sanctions légales en cas de fraude ou blanchiment avéré

Outre les sanctions internes, toute fraude ou activité de blanchiment d'argent identifiée par Best Maintenance peut entraîner des **conséquences légales considérables** pour les parties impliquées. Selon la juridiction et la gravité des faits, ces sanctions incluent:

- **Des poursuites pénales** aboutissant à des amendes significatives, voire des peines d'emprisonnement pour les individus directement responsables.
- **La confiscation de biens ou de fonds** obtenus illégalement, conformément aux lois sur les crimes financiers.
- **Des restrictions ou interdictions professionnelles**, limitant la capacité des individus ou entreprises concernées à exercer certaines activités.
- Des **réparations civiles**, où des compensations financières sont dues à l'entreprise ou aux parties lésées.

Best Maintenance s'engage à collaborer pleinement avec les autorités judiciaires et réglementaires tout au long du processus, afin de garantir que la justice soit rendue de manière équitable et exemplaire.

10.3. Implications pour les tiers concernés

Les tiers tels que **partenaires commerciaux, fournisseurs ou sous-traitants** sont également soumis à des **sanctions claires** en cas d'implication dans des activités non conformes, conformément aux accords et engagements contractuels. Les conséquences comprennent :

- **La résiliation immédiate des contrats ou partenariats**, si un cas de fraude ou de blanchiment d'argent est découvert.
- **L'inscription sur une liste d'exclusion** ou un registre interne, empêchant toute collaboration future avec Best Maintenance.
- Le **signalement aux autorités compétentes**, si le comportement du tiers justifie une intervention légale.

- Le lancement de poursuites civiles pour dommages et intérêts, en cas de préjudice direct subi par l'entreprise.

11. Annexes

11.1. Textes législatifs et réglementaires pertinents

Cette annexe regroupe les principaux **textes législatifs et réglementaires** qui encadrent la lutte contre la fraude et le blanchiment d'argent. Ces documents servent de référence pour garantir que la Politique de Best Maintenance est conforme aux exigences nationales et internationales. Ils incluent notamment :

- **La législation nationale sur la lutte contre le blanchiment de capitaux (AML)** et le financement du terrorisme.
- **Les directives internationales** comme celles édictées par le GAFI (Groupe d'Action Financière).
- **Les réglementations sectorielles spécifiques**, imposant des obligations aux entreprises opérant dans le domaine de la maintenance et des infrastructures.
- **Les chartes éthiques et accords de conformité globaux**, auxquels Best Maintenance adhère.

Un accès à ces textes est disponible via l'intranet de l'entreprise ou sur demande auprès du Service Conformité, pour permettre aux collaborateurs et partenaires d'avoir une compréhension claire des cadres réglementaires applicables.

11.2. Exemples d'activités ou comportements à risque

Cette section fournit des exemples concrets d'**activités ou comportements pouvant être interprétés comme des risques potentiels** dans le contexte de fraude ou de blanchiment d'argent. Ils sont partagés pour aider les collaborateurs à mieux identifier et signaler les situations préoccupantes. Des exemples incluent :

- **Transactions inhabituelles ou complexes**, comme des paiements fractionnés ou via des canaux non transparents.
- **Absence de documentation appropriée** ou falsifications dans les contrats, factures ou justificatifs commerciaux.
- **Relations commerciales avec des entités situées dans des juridictions sensibles**, identifiées comme présentant un risque élevé en matière de blanchiment d'argent.
- **Transferts de fonds vers des tiers non identifiés**, ou réalisés sans justification commerciale légitime.

- **Propositions inhabituelles de partenariats ou entrées de capitaux**, notamment lorsqu'elles proviennent de sources non vérifiables.

Ces exemples sont régulièrement mis à jour et illustrés dans des formations, campagnes de sensibilisation ou guides distribués en interne, pour maximiser leur impact pédagogique.

11.3. Contacts clés et canaux pour signaler des incidents

Pour garantir une communication fluide et efficace en cas de suspicion de fraude ou de blanchiment, cette section détaille les **contacts clés et les mécanismes disponibles pour le signalement**. Elle comprend :

- **Adresse e-mail sécurisée** dédiée aux signalements : contact@bestmaintenance.tech
- **Ligne téléphonique anonyme**, active 24h/24 et gérée par une équipe indépendante pour garantir la confidentialité des informations : +224 620451485 **Formulaire en ligne** accessible via l'intranet, avec cryptage des données pour protéger l'identité du déclarant.
- **Contacts clés internes**, tels que les référents conformité et les membres du comité d'audit, joignables pour fournir un accompagnement ou répondre à des questions relatives aux procédures.

Best Maintenance s'engage à traiter tous les signalements de manière confidentielle, rapide et impartiale, conformément à ses protocoles internes et obligations légales.

Ces annexes visent à renforcer la transparence et la rigueur au sein de l'organisation, tout en offrant les ressources nécessaires à la compréhension et à l'application efficace de la Politique de Prévention des Fraudes et du Blanchiment d'Argent. Les collaborateurs et partenaires sont invités à consulter régulièrement ces documents pour rester informés des dernières évolutions en matière de législation et de meilleures pratiques.

Fait à Conakry, le 13 mai 2023

Le Directeur Général

